

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 29/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EMFI Niedermodern

ZA

67350 NIEDERMODERN

Code AIOT : 0006700804

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement EMFI Niedermodern implanté ZA - 67350 NIEDERMODERN. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de l'arrêté de mise en demeure du 21/05/2024 modifié le 03/02/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMFI Niedermodern
- ZA - 67350 NIEDERMODERN
- Code AIOT : 0006700804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EMFI à NIEDERMODERN exploite des unités de production de colles et mastics.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 7.6.8.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/06/2014, article 3.2.3 et suivants	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le retour à la conformité est constaté pour l'ensemble des points soulevés dans l'arrêté de mise en demeure du 21/05/2024 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure modifié du 21/05/2024, article 1 pris sur la base de l'Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thèmes : Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 9 mois
Prescription contrôlée : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. »
Constats : L'exploitant a réalisé des travaux dans l'atelier MHU afin de mettre en conformité la rétention avec le volume des cuves. Le retour à la conformité est constaté.

Type de suite proposée : Sans suite
Proposition de suite : Levée de mise en demeure

N° 2 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure modifié du 21/05/2024, article 1 pris sur la base de l'Arrêté préfectoral du 30/07/2010, article 7.6.8.1
Thèmes : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025
Prescription contrôlée : «Bassin de confinement Les installations sont équipées de dispositifs permettant l'obturation du réseau d'eau pluviale. Les surfaces étanchéifiées, en particulier les voiries et quais de chargement, permettent de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) à raison d'un volume de rétention de 1875 m³. (...) Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. (...). »
Constats : Une étude de faisabilité et de dimensionnement du volume de confinement des eaux d'incendie a été menée par l'exploitant. À la suite de cette étude, les travaux de création d'un bassin de rétention ont été réalisés. Lors de la visite, le bassin était opérationnel . Le retour à la conformité est donc constaté sur ce point.
Type de suite proposée : Sans suite
Proposition de suite : Levée de mise en demeure

N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure modifié du 21/05/2024, article 1 pris sur la base de l'Arrêté préfectoral du 05/06/2014, article 3.2.3 et suivants
Thèmes : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 9 mois

Prescription contrôlée :

"Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

N° du conduit	Localisation	Nom du point de rejet	Type de rejets
1	Atelier Poudres	Extraction du filtre dépoussiéreur - Atelier Poudres	Poussières
2	Atelier Poudres	Extraction du container de stockage des produits toxiques et de la catalyse MH - Atelier Poudres	Air *
3	Atelier Poudres	Extraction du réacteur prépolymère - Atelier Poudres	Air *
4	Atelier MHU	Extraction local de stockage produits inflammables - MHU	COVNM
5	Atelier MHU	Extraction du filtre dépoussiéreur des mélangeurs n°2, 3, 4, 5, 6, 7, 10 - MHU	Poussières
6	Atelier MHU	Extraction du filtre dépoussiéreur des multimix, buhler et mélangeur conique - MHU	Poussières
7	Atelier MHU	Extraction des mélangeurs n°1 et des pompes à vide - MHU	COVNM
8	Atelier MHU	Extraction du local Emfiband - MHU	COVNM '
9	Atelier MHU	Bras d'aspiration sous les mélangeurs n°4, 7, 8, 10 - MHU	COVNM
10	Atelier MHU	Extraction hotte - MHU	Air *
11	Atelier Conditionnement	Extraction local de stockage produits inflammables - Conditionnement	COVNM
12	Laboratoire Contrôle Qualité	Bras d'aspiration du Contrôle Qualité - Elastomère 1	COVNM
13	Laboratoire Contrôle Qualité	Extraction hotte Contrôle Qualité - Elastomère 1	COVNM
14	Atelier Elastomères 1	Extraction multiples - Elastomère 1	COVNM
15	Atelier Elastomères 1	Extraction du filtre dépoussiéreur des multimix - Elastomère 1	Poussières
16	Atelier Elastomères 2	Extraction local de nettoyage - Elastomère 2	COVNM
17	Atelier Elastomères 2	Extraction Hotmelt, chaudière Hotmelt et pompes à vide multimix 5 et 6 - Elastomère 2	COVNM
18	Atelier Elastomères 2	Extraction du filtre dépoussiéreur du poste Plastisol et des événements des multimix 5 et 6 - Elastomère 2	Poussières
19	Local point chaud Maintenance	Bras d'aspiration du poste de soudage - Maintenance	Air *
20	Local de charge batteries	Extraction local de charge batteries	Air *
21	Stock Réception	Extraction du stockeur de MDI - Stock Réception	Air *

* Ni poussières, Ni COVNM »

Constats :

L'exploitant a identifié l'origine des dépassements en COV sur le conduit 17, qu'il attribue à un débit d'air trop faible.

Pour y remédier, il a élaboré et appliqué un plan d'action en deux temps : d'abord, déterminer la cause exacte des émissions anormales, puis mettre en place les correctifs nécessaires.

Une modification du design du conduit a finalement permis de rétablir un débit d'air conforme atteignant 700 m³/h.

Les résultats des mesures réalisées après ces actions correctives, transmis par courriel le 01/10/2025 (rapport SOCOTEC en date du 18/09/2025), montrent **un retour à la conformité des rejets atmosphériques en COV au niveau du conduit 17.**

Type de suite proposée : Sans suite

Proposition de suite : Levée de mise en demeure

